

**EXPLOITER LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES
ÉVALUATIONS NATIONALES DES ÉCOSYSTÈMES**
VOLUME 2 ÉTAPES DE L'ÉVALUATION
AOÛT 2021



Droits d'auteur – 2021 Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Le Centre mondial pour le suivi de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC) est un centre international d'études avancées sur la biodiversité. Notre institut est le fruit de la collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et WCMC, une association caritative basée au Royaume-Uni. Ensemble, nous faisons face à la crise planétaire sans précédent qui s'abat sur la nature.

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé par l'initiative d'évaluation nationale des écosystèmes (NEA Initiative) de l'UNEP-WCMC dans le cadre du programme de renforcement des capacités pour la réalisation des évaluations nationales des écosystèmes : mettre en contact les scientifiques, les décideurs et le Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net). La NEA Initiative, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) font tous les trois partie d'un consortium placé sous l'égide du BES-Net. Ce rapport a bénéficié du soutien financier de l'Initiative internationale sur le climat du ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire de la République fédérale d'Allemagne.

Les informations contenues dans ce document ne représentent ni les points de vue officiels ni les politiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du PNUD, de l'UNESCO, de leurs partenaires quels qu'ils soient, ou du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Les appellations utilisées dans la présente publication et les données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE, des organes contributeurs ou des éditeurs aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé ou appellation de leurs frontières ou limites, ou à leur appellation. La mention de toute entité commerciale ou tout produit dans la présente publication ne signifie pas que le PNUE, le PNUD ou l'UNESCO s'en portent garants.

La présente publication peut être reproduite à des fins éducatives et non lucratives sans autorisation spéciale, à condition que la source soit citée. Toute nouvelle utilisation des chiffres est soumise à l'autorisation des titulaires originels des droits d'auteur. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les demandes d'autorisation, accompagnées d'un énoncé de l'objet et de la portée de la reproduction, sont à adresser au Directeur, UNEP-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, Royaume-Uni.

Mentions bibliographiques

UNEP-WCMC. 2021. *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes: étapes de l'évaluation. Volume II.* Cambridge, Royaume-Uni.

Disponible en ligne à l'adresse

<https://www.ecosystemassessments.net/>

Auteurs

Grania Cooke, Céire Booth, Shaenandhoa García-Rangel, Noor Noor, Emma Martin et Sarah Ivory.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier l'ensemble des collaborateurs de l'UNEP-WCMC ainsi que tous les partenaires de la NEA Initiative, en particulier les membres des équipes d'évaluations nationales des écosystèmes d'Azerbaïdjan, de Bosnie-Herzégovine, du Cambodge, du Cameroun, de Colombie, d'Éthiopie, de Grenade et du Viet Nam pour leur contribution et leur soutien lors de la rédaction des versions préliminaires de ce document.

Le PNUE s'efforce de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement dans le monde entier comme dans ses propres activités. La politique de diffusion du PNUE vise à réduire l'empreinte carbone de ses activités.

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	3
CONTEXTE	4
MESSAGES CLÉS	8
INTRODUCTION	10
ÉTAPES DE L'ÉVALUATION	12
Phase de cadrage	14
• Recruter et mobiliser les auteurs et les réviseurs	18
La phase d'évaluation	20
• Coordonner les contributions des auteurs et garantir la cohésion entre les chapitres	21
• Partager et utiliser des données	22
• Rassembler un éventail de connaissances varié	23
La phase d'approbation	24
• Sécuriser l'approbation et identifier des points d'entrée de politiques	24
• Garantir la pertinence des politiques dans un contexte de changement	25
CONCLUSION	27
BIBLIOGRAPHIE	28

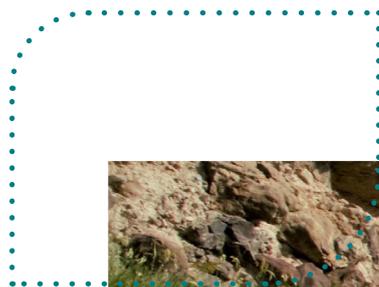
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

BES-Net	Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques
CANARI	Institut Caraïbes des ressources naturelles
CBD	Convention sur la diversité biologique
COP	Conférence des Parties
IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
NP-SPBES	Plateforme nationale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Cameroun)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNEP-WCMC	Le Centre mondial pour le suivi de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

CONTEXTE

Les évaluations des écosystèmes sont des processus visant à évaluer les connaissances actuelles sur les interactions entre les activités humaines et la biodiversité.¹ Elles fournissent un rapport de synthèse sur le statut et les tendances en matière de biodiversité et de services écosystémiques ainsi que sur leurs facteurs de changement directs et indirects. Il est important de noter que les évaluations des écosystèmes peuvent également servir de base à l'action et guider les réponses politiques à mettre en œuvre pour faire face aux différents scénarios futurs. Ces évaluations ont été réalisées à différentes échelles géographiques (notamment mondiale, régionale, nationale, locale) et abordent divers sujets et domaines de préoccupation.¹

L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, publiée en 2005, a véritablement marqué un tournant en ce qui concerne les évaluations de ce type, car elle s'est concentrée sur les services écosystémiques et leurs liens avec le bien-être et le développement humains. Lancée à la demande du Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, en 2000, cette évaluation avait pour but de quantifier l'impact de l'évolution des écosystèmes sur le bien-être humain et d'établir une base de données probantes afin que des mesures soient prises pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire visait à répondre aux besoins des personnes chargées de l'atteinte des objectifs en matière de biodiversité et intégrait dans sa structure de gouvernance toute une série de parties prenantes, parmi lesquelles des représentants de diverses conventions internationales, des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, y compris des peuples autochtones et des communautés locales.² Sa méthode et sa structure de gouvernance unique ont permis d'établir un cadre et un précédent solide pour les évaluations qui ont suivi. Par la suite, le PNUE a mis en place le Sub-Global Assessment Network (Réseau d'évaluation inframondiale) visant à appuyer les évaluations régionales, sous-régionales, nationales et infranationales amorcées par l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire.



En 2012, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a été créée en tant qu'organisme intergouvernemental indépendant afin de renforcer l'interface science-politique dans les domaines de la biodiversité et des services écosystémiques. L'IPBES réalise des évaluations mondiales, régionales, thématiques et méthodologiques et encourage les pays à entreprendre leurs propres évaluations nationales en utilisant les processus développés par la plateforme.¹ Publié en 2019, son Rapport d'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques a été élaboré en réponse à une invitation de Conférence des Parties signataires de la Convention sur la diversité biologique (CDB) à préparer une évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques ainsi que de l'efficacité des réponses, y compris les objectifs d'Aichi pour la biodiversité.³

En 2018, la Conférence des Parties signataires de la CBD a réaffirmé l'importance des évaluations nationales des écosystèmes en adoptant la décision 14/1 qui incite les Parties et "d'autres gouvernements, le cas échéant, à envisager d'entreprendre une évaluation nationale de la biodiversité ainsi que des fonctions et services écosystémiques".⁴ La recommandation 22/4 de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques – qui appuie les pays pour leur permettre de respecter les engagements qu'ils ont souscrits au titre de la CBD – souligne la valeur des évaluations de l'IPBES et encourage la réalisation de ce type d'évaluation au niveau national.³

En 2017, le Centre mondial pour le suivi de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC) a lancé la NEA Initiative en collaboration avec le Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES-NET) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et plus récemment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans le cadre d'un consortium innovant entre ces trois organismes des Nations Unies, afin de fournir des lignes directrices et d'appuyer les pays qui décident d'entreprendre une évaluation nationale de leurs écosystèmes. Le présent rapport fait la synthèse des principaux enseignements que les pays ont tirés de leurs propres processus d'évaluation nationale des écosystèmes, avec le soutien de la NEA Initiative et des partenaires du consortium. La mise en évidence des points communs et des différences entre les approches adoptées par les partenaires nationaux dans le cadre de ces évaluations peut fournir des indications intéressantes et favoriser l'innovation au sein du processus.



QU'EST-CE QU'UNE ÉVALUATION NATIONALE DES ÉCOSYSTÈMES?

Une évaluation nationale des écosystèmes est un processus à l'échelle nationale visant à élaborer une synthèse actualisée, complète et critique des connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques ainsi que leurs liens avec les communautés.³ Ces évaluations sont contextualisées pour répondre aux besoins des pays et pour aborder des questions spécifiques en matière de politiques. Elles présentent l'état et les tendances de la biodiversité et des services écosystémiques dans un pays donné, leurs facteurs de changement, les impacts actuels et futurs de ces facteurs, les implications pour les personnes dont la subsistance dépend de la nature ainsi que l'efficacité des interventions et réponses visant à lutter contre la perte de biodiversité.^{5,6}

Les évaluations nationales des écosystèmes intègrent divers types de connaissances et font appel à plusieurs parties prenantes, ce qui renforce la crédibilité, la légitimité et la pertinence de leurs résultats. Elles abordent différentes questions stratégiques spécifiques dans l'optique de garantir la prise en compte complète de la valeur de la nature dans la prise de décisions. La NEA Initiative aide les pays à moduler le processus d'évaluations des écosystèmes élaboré par l'[IPBES](#), afin d'adapter leurs évaluations nationales des écosystèmes à leurs besoins et contextes spécifiques pour mieux appuyer la prise de décisions.





'ÉLÉMENTS COMMUNS' PRÉSENTÉS DANS LE VOLUME I

Un certain nombre de sujets thématiques pertinents à toutes les étapes du processus d'évaluation se sont dégagés des enseignements partagés par les équipes pays dans le cadre de la rédaction de ce rapport. Le premier volume, Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes: éléments communs, décrit les enseignements tirés par les pays dans les domaines de travail thématiques de l'évaluation (engagement des parties prenantes, communication, etc.). Les éléments communs présentés dans le premier volume de ce rapport sont résumés ci-après. La répétition de ces enseignements souligne leur importance tout au long du processus d'évaluation.

i. Établissement de la structure de gouvernance et constitution de l'équipe d'évaluation

La mise en place de structures opérationnelles et de gouvernance pour une évaluation nationale des écosystèmes peut favoriser la supervision effective des aspects techniques, administratifs et financiers du processus d'évaluation. Ces structures permettront également de consolider la légitimité, la crédibilité et la pertinence des conclusions de l'évaluation. L'équipe d'évaluation est généralement constituée d'un groupe d'appui technique, d'un comité de gestion ou de pilotage, d'un groupe d'experts et d'une équipe d'auteurs.

ii. Engagement des parties prenantes

L'engagement des parties prenantes est à la base du processus d'évaluation des écosystèmes nationaux, qui est façonné et défini par son public cible ainsi que par les utilisateurs et les personnes potentiellement concernées par les décisions futures découlant de ses conclusions. Les échanges avec les parties prenantes et l'intégration de leurs connaissances tout au long du processus d'évaluation – de la phase de cadrage jusqu'à l'utilisation des résultats – permettent d'identifier les besoins d'information prioritaires, de produire des résultats pertinents et d'augmenter l'appropriation et l'adoption des conclusions de l'évaluation.

iii. Plateformes nationales sur la biodiversité

Les plateformes nationales sur la biodiversité constituent un cadre permettant de rassembler les principaux détenteurs de connaissances et les parties prenantes en matière de biodiversité et de services écosystémiques, et ce, afin d'appuyer la prise de décisions et la production de savoirs. Ce type de plateformes offre un environnement propice aux échanges entre les parties prenantes et les détenteurs de connaissances. Elles visent à améliorer la diffusion des connaissances entre la science, la politique et la société, ainsi qu'à créer des communautés de pratique, à soutenir les processus gouvernementaux nationaux et infranationaux (y compris les évaluations des écosystèmes) et à mieux faire connaître les différents sujets liés à la biodiversité.

iv. Identification et traitement des besoins en capacités

L'un des principaux objectifs du processus d'évaluation nationale des écosystèmes est de doter les pays de moyens pour réaliser des évaluations des connaissances pertinentes pour les politiques, et de favoriser le dialogue, le partage des connaissances et l'action concertée en matière de biodiversité et de services écosystémiques. Il est donc essentiel, tout au long du processus d'évaluation, d'identifier les besoins en capacités au sein de l'équipe d'évaluation et parmi les parties prenantes et d'y répondre.

v. Communication et évaluation nationale des écosystèmes

La communication interne et externe constituent une partie intégrante du processus d'évaluation. Elles sont guidées par les stratégies de communication, qui définissent la logique et l'approche adoptées par l'équipe d'évaluation lors des prises de contact avec les parties prenantes, les détenteurs de connaissances et les publics plus larges. La communication interne vise à améliorer la communication et la collaboration au sein de l'équipe d'évaluation et avec les principales parties prenantes. La communication externe s'adresse, quant à elle, à des publics plus larges et des groupes cibles dans le but de mieux diffuser les résultats de l'évaluation et de cibler leur intégration dans les politiques, plans et autres processus sociétaux pertinents.

MESSAGES CLÉS

Les messages clés sont une synthèse des enseignements tirés par les équipes d'évaluations d'Azerbaïdjan, de Bosnie-Herzégovine, du Cambodge, du Cameroun, de Colombie, d'Éthiopie, de Grenade et du Viet Nam, dont les connaissances ont été mises à profit tout au long du processus. Fruits des consultations entre UNEP-WCMC et les équipes des pays impliqués dans ce processus, ces enseignements permettent non seulement d'aborder un large éventail de considérations pratiques qui aideront les pays à entreprendre une évaluation nationale des écosystèmes, mais aussi de partager des expériences et des idées pertinentes pour d'autres types d'évaluation des écosystèmes. Il est important de noter que les enseignements visent à présenter la diversité des approches d'évaluation nationale des écosystèmes choisies par les équipes pays de la NEA Initiative, plutôt que de fournir des directives officielles ou de prescrire une approche spécifique.

Les processus d'élaboration du cadre conceptuel et les questions stratégiques clés sont importants pour poser les jalons de l'évaluation.

En effet, ces éléments donnent une raison d'être claire à l'évaluation et, surtout, ils contribuent à garantir sa pertinence par rapport aux politiques, à renforcer l'appropriation de ses conclusions à l'échelle du pays, à créer une compréhension commune de ses objectifs par les parties prenantes et à promouvoir le rôle de ces dernières.

Le recrutement des auteurs doit s'appuyer sur les capacités et les réseaux existants.

La diversité des connaissances, des expériences et des points de vue se traduira par une capacité de collaboration interdisciplinaire renforcée et contribuera à consolider l'évaluation. Aussi, il importe de mobiliser et de motiver les auteurs et les examinateurs tout au long du processus d'évaluation. Les possibilités de développement professionnel, de réalisation d'objectifs personnels et de réseautage, notamment, sont de puissants facteurs d'encouragement pour leur participation à l'évaluation.

La réalisation d'un rapport d'évaluation cohérent repose sur des efforts communs et une coordination minutieuse.

Ainsi, en investissant du temps et des efforts à l'organisation de séances de travail ciblées pour les différents auteurs, on peut efficacement renforcer leur collaboration et assurer une suite logique entre les chapitres de l'évaluation. D'autre part, une bonne communication entre les auteurs de l'évaluation et le groupe d'appui technique, l'organe chargé de coordonner l'évaluation, contribue de manière importante à la coordination entre ces équipes.

L'importance de soutenir et de permettre les échanges de données entre les auteurs impliqués dans l'évaluation est indéniable.

La mise en place dès le début de la phase d'évaluation d'un système organisé et sécurisé de collecte, de conservation, de stockage et d'utilisation des données permettra aux auteurs d'accéder facilement aux informations relatives à l'évaluation, ce qui facilitera leur travail.

La présentation du résumé à l'intention des responsables politiques doit tenir compte des besoins de ces derniers. Aussi, chaque équipe pays est tenue d'élaborer une approche unique à cette fin.

Le contenu et la structure du résumé à l'intention des responsables politiques et la manière dont il est présenté nécessitent des approches différentes d'un pays à l'autre; cependant, chaque équipe pays doit donc prendre le temps d'identifier la méthode la plus efficace pour transmettre les résultats de l'évaluation aux décideurs.



INTRODUCTION

Le présent rapport, intitulé *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes*, est une analyse des expériences rapportées par huit équipes de pays durant leur processus d'évaluation. Le premier volume, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes: éléments communs*, se concentre sur les enseignements pertinents tout au long du processus d'évaluation. Le deuxième volume, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations des écosystèmes: étapes de l'évaluation*, rend compte des enseignements tirés par les pays durant certaines étapes spécifiques de l'évaluation nationale des écosystèmes (par exemple, de la phase de cadrage à l'approbation). D'autres volumes donneront un aperçu de l'utilisation des résultats des évaluations et de l'intégration des principales recommandations dans la prise de décisions. Ils s'appuieront sur des échanges avec les pays soutenus par la NEA Initiative et tireront parti des informations collectées auprès de ces mêmes pays. Les deux premiers volumes sont conçus de manière à se compléter. Ils sont destinés à poser les bases qui permettront de mettre en évidence les principaux enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes.

Cette analyse est la première à être produite par la NEA Initiative de l'UNEP-WCMC, et vient s'ajouter à une littérature de plus en plus riche sur ce sujet. Elle pose les jalons pour une analyse future des enseignements tirés par les partenaires nationaux et sera révisée périodiquement afin d'inclure leurs réflexions au fur et à mesure qu'ils rejoignent la NEA Initiative. Ce travail entend renforcer les capacités collectives à appuyer et à réaliser des évaluations nationales des écosystèmes.

Les deux premiers volumes font la synthèse des enseignements clés tirés par les équipes d'évaluations d'Azerbaïdjan, de Bosnie-Herzégovine, du Cambodge, du Cameroun, de Colombie, d'Éthiopie, de Grenade et du Viet Nam durant leur évaluation nationale des écosystèmes, réalisée avec le soutien de l'UNEP-WCMC. Ces enseignements donnent une idée concrète du processus d'évaluation nationale des écosystèmes et constituent une aide précieuse pour les pays déjà engagés dans cette voie ou pour ceux qui envisagent de le faire. Par souci de simplicité, les équipes d'évaluation sont désignées par le nom du pays dans lequel elles travaillent. Néanmoins, il convient de noter que les enseignements présentés ici sont spécifiquement tirés des expériences des équipes d'évaluation.



MÉTHODOLOGIE

1. Examen de la littérature: Les documents existants produits dans le cadre de la NEA Initiative ont été analysés et synthétisés. Il s'agit notamment de rapports de cadrage et de rapports descriptifs, d'enregistrements audio et visuels d'ateliers antérieurs et d'un rapport réalisé par le Sub-Global Assessment Network en 2012, intitulé *Lessons Learned from Carrying Out Ecosystem Assessments*.⁷

2. Entretiens virtuels avec les équipes pays sur les enseignements tirés: Treize entretiens ont été menés avec 27 collaborateurs de huit pays partenaires qui se trouvaient à mi-chemin ou aux derniers stades du processus d'évaluation. Parmi ceux-ci figuraient des membres des groupes d'appui technique, des coprésidents d'évaluation, des auteurs principaux chargés de la coordination, des auteurs principaux ainsi que des auteurs collaborateurs. Ces entretiens ont permis de recueillir les principaux enseignements et conseils pratiques tirés de l'expérience des pays qui ont entamé le processus d'évaluation.

3. Enquête en ligne sur les enseignements tirés: Une enquête en ligne a été partagée avec les équipes pays afin d'encourager les auteurs et les membres des groupes d'appui technique à contribuer aux évaluations. Ceci afin d'optimiser l'accessibilité pour le plus grand nombre possible de membres des équipes d'évaluation. Au total, 23 réponses individuelles, couvrant six des huit pays qui participent à ce processus, ont été reçues.

4. Enseignements tirés des ateliers: En juillet 2021, les messages clés des étapes précédents ont été présentés lors d'un événement en ligne de six jours. Les partenaires de la NEA Initiative ont également reçu une version provisoire des enseignements tirés afin d'en examiner le contenu. Les lacunes identifiées dans la première version ont inspiré l'ordre du jour de l'atelier sur les enseignements à retenir. En outre, diverses informations ont été recueillies lors de séances d'échange de connaissances, d'exercices, de discussions de groupe et de présentations en vue de combler ces lacunes.

5. Examen final: Une fois les informations de l'atelier intégrées, les partenaires de la NEA Initiative ont été invités à émettre des commentaires et réflexions sur les versions finales des deux premiers volumes de ce rapport, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes*.

ÉTAPES DE L'ÉVALUATION

Une évaluation nationale des écosystèmes comprend quatre étapes: la phase de cadrage, la phase d'évaluation, la phase d'approbation et la phase d'utilisation des résultats de l'évaluation. Au moment où les recherches pour ce rapport ont été menées, le Cameroun, la Colombie, l'Éthiopie et le Viet Nam avaient atteint la phase d'approbation de leur évaluation. L'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge et la Grenade avaient quant à eux entrepris la phase d'évaluation. Ce volume présente les enseignements individuels et collectifs tirés par ces pays depuis le lancement de leur processus d'évaluation jusqu'à présent. La répétition d'enseignements similaires par les équipes pays pour les différentes étapes de l'évaluation souligne leur importance pour processus d'évaluation dans son ensemble.



Figure 1: La chronologie de l'évaluation nationale des écosystèmes.





PHASE DE CADRAGE

La phase de cadrage permet de définir les priorités et l'approche qui guideront l'évaluation nationale des écosystèmes. En collaboration avec les parties prenantes, l'équipe pays définit la raison d'être du processus, les questions stratégiques clés qui seront abordées et les utilisations potentielles de l'évaluation. Cela permet non seulement de déterminer si l'évaluation est nécessaire, mais aussi de garantir sa pertinence aux yeux des décideurs. Les informations recueillies sont consignées dans le rapport de cadrage, qui constitue la principale publication à cette étape du processus et la feuille de route que suivront les auteurs qui réalisent l'évaluation.

Il convient de noter que dans le cadre de la phase de cadrage, les équipes d'évaluation sont encouragées à créer un cadre conceptuel. De tels cadres illustrent visuellement les interactions complexes entre les écosystèmes et les facteurs socio-économiques. Ils peuvent dès lors être utilisés pour mieux comprendre et démontrer les interactions entre la biodiversité, les facteurs de changement et le bien-être humain. Les cadres conceptuels permettent également aux parties prenantes de s'accorder sur ce qui est évalué et de promouvoir et faciliter l'appropriation de l'évaluation et de ses conclusions.

Le cadre conceptuel de l'IPBES peut servir d'outil au développement d'une compréhension commune des objectifs de l'évaluation nationale des écosystèmes. Afin d'adapter le cadre de l'IPBES au contexte national, l'Azerbaïdjan a organisé des consultations avec des organismes nationaux, des ministères et des universitaires. Le Cambodge a d'abord cherché à s'inspirer des cadres d'autres pays pour adapter le sien à son propre contexte national, avant de décider de s'aligner sur le cadre de l'IPBES, avec le soutien d'un consultant de la plateforme. L'équipe pays a également organisé des réunions de consultation avec le groupe de travail technique national sur la biodiversité, qui compte des représentants de plus de 20 ministères, afin de concevoir son cadre conceptuel. Ces discussions ont permis d'atteindre un consensus autour du cadre conceptuel. À partir de la phase d'élaboration du cadre conceptuel, le président et le coprésident du Cambodge ont organisé des réunions régulières avec le consultant de l'IPBES afin de garantir la conformité du rapport avec le cadre de la plateforme. De son côté, le Cameroun a constaté que le cadre conceptuel a donné à l'équipe pays une orientation claire; les auteurs l'ont continuellement tenu à jour et s'en sont servi pour mieux conceptualiser l'évaluation nationale des écosystèmes dans son ensemble (encadré 1). Le Viet Nam n'avait jamais produit de cadre conceptuel national de ce type auparavant. Initialement, les parties prenantes avaient chacune des opinions différentes sur la manière de le présenter. Cependant, après cinq réunions et de nombreuses consultations avec les membres de l'équipe d'évaluation interdisciplinaire, le pays a produit son propre cadre conceptuel, adapté au contexte national. Une autre difficulté à laquelle le Viet Nam a été confronté était le manque de données pour certains éléments du cadre conceptuel, notamment les facteurs anthropiques. Cela a mis en évidence la nécessité de mener des recherches plus approfondies dans le futur afin de mieux comprendre ces composantes du cadre conceptuel.

Les autres pays ont également rencontré des obstacles à l'utilisation et à l'adaptation du cadre conceptuel de l'IPBES. La Bosnie-Herzégovine a souligné la nécessité de simplifier le langage du cadre de manière à ce qu'il soit accessible aux différentes parties prenantes. La Grenade a estimé que le cadre conceptuel était trop compliqué et qu'il n'était pas adapté à la collecte de données auprès de ses parties prenantes; l'équipe d'évaluation a préféré recueillir des informations auprès des parties prenantes par d'autres moyens, tels que des réunions et des consultations. De cette façon, l'équipe a su faciliter l'échange d'information entre les parties prenantes au sujet des préoccupations et des priorités régionales et nationales en matière de biodiversité et de services écosystémiques.

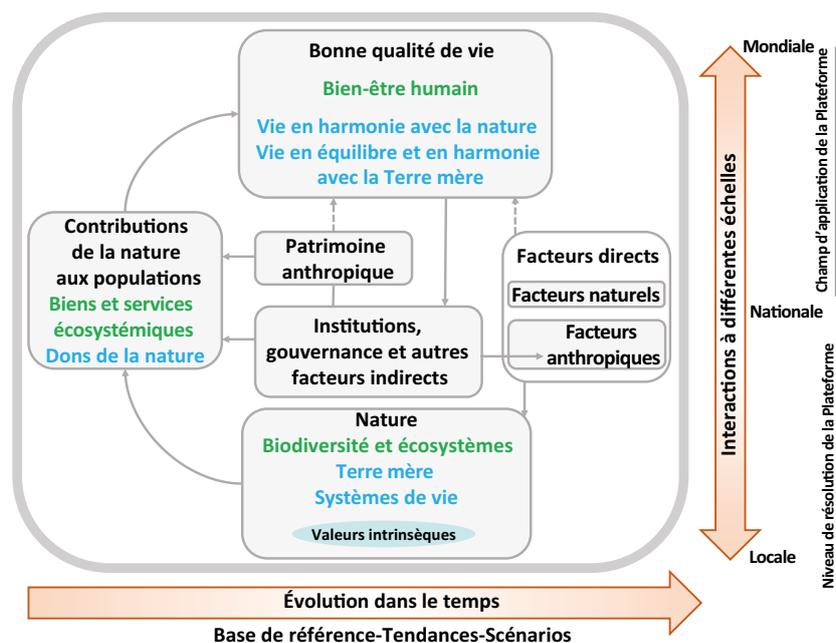
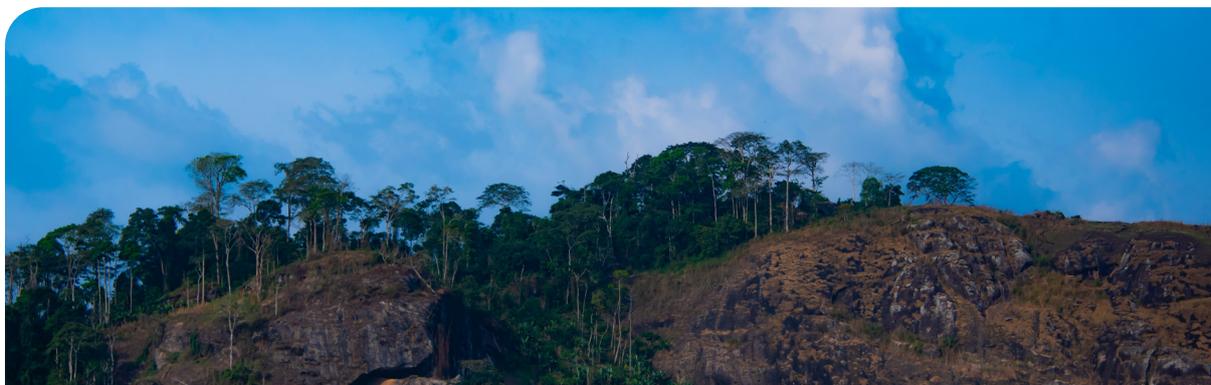


Figure 2: Le cadre conceptuel de l'IPBES. Source: Diaz et al., 2015.⁸



Au départ, le Cameroun a trouvé le processus d'adaptation du cadre conceptuel de l'IPBES à son propre contexte national difficile, car de nombreux membres de l'équipe d'évaluation n'étaient pas familiarisés avec ce type d'exercice. Les coprésidents et les auteurs travaillant sur des chapitres spécifiques de l'évaluation ont modifié sa terminologie, créant ainsi un cadre conceptuel adapté au contexte national. Ce cadre conceptuel a ensuite guidé le travail des auteurs de chaque chapitre en les aidant à visualiser les interactions complexes entre les écosystèmes et les facteurs socioéconomiques – un sujet majeur de tous les chapitres de l'évaluation.

Le processus de rédaction des questions stratégiques clés est crucial pour promouvoir l'engagement des parties prenantes, renforcer l'appropriation, guider l'évaluation et établir la pertinence de l'évaluation par rapport aux priorités nationales.

En Éthiopie, après la rédaction préliminaire de sept questions stratégiques, le groupe d'appui technique a organisé un atelier avec des fonctionnaires de différents secteurs, des organisations non gouvernementales (ONG) et un large éventail de chercheurs afin de recueillir des commentaires et de peaufiner cette première série de questions. À la suite de cet atelier, l'équipe a donné la priorité à cinq questions stratégiques clés. Par ailleurs, la portée de l'évaluation a été étendue afin d'inclure les régions montagneuses de haute altitude du pays en vue de remédier aux lacunes existantes en matière d'information. L'Azerbaïdjan et le Cambodge ont tous deux commencé ce processus par un tour d'horizon de la législation, des réglementations et des objectifs nationaux existants. Des discussions avec les parties prenantes ont ensuite été organisées autour des priorités nationales et des questions stratégiques clés, au cours de l'atelier de lancement. L'équipe du Viet Nam a entamé un dialogue autour des questions stratégiques clés avec les décideurs en se concentrant sur les lacunes en matière d'information dans les politiques liées aux services écosystémiques. En soulignant la nécessité de combler ces lacunes, l'équipe d'évaluation a obtenu une plus grande adhésion au processus de la part du gouvernement.

La Grenade et la Colombie ont approché des organisations de la société civile et des membres clés des communautés locales en vue d'identifier les écosystèmes prioritaires et de rédiger les questions stratégiques clés. La Bosnie-Herzégovine a rédigé ses questions stratégiques clés à partir des informations recueillies lors d'un exercice d'engagement des parties prenantes (encadré 2). Ces exemples font tous écho aux conseils fournis dans le guide d'évaluation de l'IPBES, qui souligne l'importance de définir des questions stratégiques claires et réalisables, choisies en étroite consultation avec les parties prenantes nationales concernées.¹⁹ L'expérience des pays partenaires met également l'accent sur le temps nécessaire pour définir ces questions : la plupart des pays indiquent que cette partie du processus a pris six mois ou plus et a nécessité de multiples consultations avec les parties prenantes.



Après un exercice visant à recenser les différentes parties prenantes, la Bosnie-Herzégovine les a invitées à discuter des principaux défis et priorités concernant la biodiversité et les services écosystémiques. L'unité de soutien technique a trouvé cette réunion très productive en termes de contributions à la rédaction des questions stratégiques clés. Ces questions ont ensuite été examinées par l'équipe d'évaluation, qui a élaboré une stratégie pour y répondre. Après la publication d'une version préliminaire du rapport de cadrage, les parties prenantes ont de nouveau été invitées à communiquer leurs commentaires et réflexions. Par la suite, une version finale du rapport a été produite en réponse.

Ce processus a permis à l'équipe d'évaluation d'identifier les besoins des parties prenantes, les priorités politiques nationales ainsi que les questions stratégiques clés pertinentes dans le contexte national. Il a également fait naître une relation forte entre l'équipe d'évaluation et les parties prenantes. L'équipe a indiqué que ce processus a constitué une expérience d'apprentissage pour les universitaires, notamment la négociation des priorités pour les questions stratégiques clés qui a débouché sur une collaboration accrue entre les personnes impliquées.

Elle a ajouté que les questions stratégiques clés sont devenues un point de référence utile donnant une idée claire de l'orientation de l'évaluation à différents moments du processus.

Bosnie-Herzégovine – questions stratégiques clés:⁹

- a) "Dans quelle mesure et de quelle manière la nature et l'utilisation des ressources naturelles contribuent-elles : i) à assurer les moyens de subsistance ; ii) à la qualité de vie et ; iii) au développement durable en Bosnie-Herzégovine ?
- b) Quels sont le statut, les tendances et les scénarios futurs de l'état de la nature et de l'utilisation des ressources naturelles en Bosnie-Herzégovine?
- c) Quel type de développement (production et consommation de biens, besoins énergétiques, tourisme, etc.) et quels moteurs sociaux (tendances démographiques, processus sociopolitiques, etc.) affectent l'état et les tendances de la nature et des ressources naturelles en Bosnie-Herzégovine et comment ces facteurs agissent-ils (directement et indirectement)?
- d) Quelles options, existantes et potentielles, peuvent être mises en œuvre en Bosnie-Herzégovine afin d'améliorer les politiques sectorielles, les interventions, les investissements et les dispositions de gestion institutionnelle de manière à tirer le meilleur profit de la nature et des ressources naturelles pour le développement durable?
- e) Quelles sont les lacunes dans la pratique et les connaissances qui doivent être comblées afin d'améliorer les processus décisionnels ayant trait à l'amélioration de l'état de la nature et de la gestion des ressources naturelles en Bosnie-Herzégovine?"

RECRUTER ET MOBILISER LES AUTEURS ET LES RÉVISEURS

La mobilisation d'auteurs compétents, dont les connaissances alimenteront les chapitres spécifiques de l'évaluation, permettra de garantir la validité et la crédibilité des conclusions de l'évaluation. Les messages clés peuvent gagner en influence et en légitimité si les auteurs de l'évaluation sont choisis stratégiquement, c'est-à-dire de façon à améliorer les relations entre eux et avec les parties prenantes. Une évaluation nationale des écosystèmes s'appuie généralement sur différents types de contributions – que l'on retrouve dans les différents rôles de ses auteurs: coprésidents, auteurs principaux chargés de la coordination, auteurs principaux, auteurs collaborateurs, réviseurs et autres professionnels. Les coprésidents sont généralement désignés au début du processus d'évaluation. Ils sont chargés de superviser les aspects techniques de l'évaluation, le processus de sélection des auteurs ainsi que la phase de cadrage. Dans la plupart des cas, le processus de sélection des auteurs est dirigé par le groupe d'appui technique, qui travaille sous la supervision du comité de gestion/de pilotage.

Les auteurs doivent être sélectionnés sur la base des forces et des réseaux d'un pays. L'équipe d'évaluation du Viet Nam est constituée d'auteurs issus de divers ministères et organismes. Parmi ceux-ci, plusieurs étaient impliqués dans d'autres projets nationaux ou possédaient des connaissances et des compétences dans d'autres domaines, notamment dans l'élaboration de politiques visant à répondre aux engagements pris dans le cadre de la CDB (par exemple, les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité). L'équipe a ainsi pu bénéficier d'une meilleure compréhension des processus politiques. Au Cameroun, les auteurs compétents pour les différents chapitres de l'évaluation ont été identifiés lors de discussions tenues dans le cadre de l'atelier de lancement. L'Éthiopie a suivi un autre processus pour constituer son équipe d'auteurs: les auteurs sélectionnés pour l'évaluation ont recommandé des experts compétents de leurs propres réseaux de contacts. Cette méthode a facilité la mise en place d'un réseau solide au sein de l'équipe d'évaluation et a amélioré l'accès aux données et aux recherches entre les diverses institutions. En raison de sa faible population, la Grenade a choisi de lancer un appel ouvert à l'échelle régionale pour trouver des auteurs compétents, en ciblant d'abord les auteurs principaux disposant d'une connaissance pertinente du pays et d'une expérience régionale in situ. L'appel a ensuite été étendu – l'équipe comprend aujourd'hui des auteurs venant d'aussi loin que le Japon.

Les équipes d'auteurs peuvent bénéficier d'un large éventail de connaissances et d'expériences.

Ainsi, l'Éthiopie a cherché à constituer une équipe d'auteurs dotés d'une expertise dans des domaines divers et variés (notamment scientifiques et politiques, mais aussi les systèmes de savoirs autochtones et locaux) et a indiqué que l'échange de connaissances au sein de l'équipe d'auteurs a permis de renforcer les connaissances et les compétences de ces derniers et d'accroître la collaboration interdisciplinaire. De même, la Colombie a indiqué que la participation des populations autochtones et des communautés locales a permis d'améliorer la capacité des chercheurs et des décideurs à exploiter les savoirs de ces groupes.

Il est possible d'encourager la participation active des auteurs tout au long de l'évaluation en insistant sur les nombreuses possibilités qu'offre ce processus en termes de développement professionnel, de réseautage ou encore de réalisation d'objectifs personnels.

Les participants à l'enquête et les personnes interrogées ont indiqué que plusieurs facteurs favorisaient la participation effective des auteurs à l'évaluation nationale des écosystèmes, notamment les possibilités d'élargir leur champ de recherche, de travailler dans différentes disciplines, de combler le fossé entre la science, les politiques et les praticiens, et de contribuer à la conservation de la biodiversité nationale. La possibilité

de rejoindre une équipe d'experts internationaux et une communauté scientifique plus large, ainsi que la compensation financière, ont également été citées. La Grenade a trouvé utile de présenter le processus d'évaluation comme un exercice d'échange de connaissances, et d'encourager le mentorat en associant des auteurs expérimentés à des professionnels en début de carrière. D'autre part, les réviseurs doivent être encouragés à travailler dans le respect des délais du processus d'évaluation. Le Cameroun a recruté entre 40 et 50 réviseurs externes à partir d'un éventail de parties prenantes. Chacun d'entre eux s'est vu offrir une reconnaissance officielle dans le rapport d'évaluation, l'équipe d'évaluation espère ainsi les encourager à apporter leur contribution au rapport en temps voulu.

“ Je suis motivée parce que je fais partie d'un peuple autochtone et je crois qu'il est important de faire entendre la voix des femmes autochtones dans l'évaluation. ”

– Citation de l'enquête, auteur anonyme





LA PHASE D'ÉVALUATION

La phase d'évaluation commence par la sélection et la nomination d'auteurs chargés de rassembler, d'analyser et de synthétiser les données, les connaissances et les informations sur la biodiversité et les services écosystémiques, et ce, en vue de répondre aux questions stratégiques clés identifiées lors de la phase de cadrage. Grâce à un processus itératif impliquant la préparation et la révision de plusieurs versions provisoires successives, un rapport technique et un résumé à l'intention des responsables politiques seront produits au cours de cette étape. Le rapport technique sur l'évaluation nationale des écosystèmes rassemble et analyse les données et les connaissances relatives aux principales questions stratégiques, en examinant et en exposant les preuves nécessaires pour y répondre. Il met également en évidence les lacunes en matière de données, d'informations et de connaissances, ce qui peut être utile pour définir les futurs programmes de recherche et les exigences de surveillance. Le résumé à l'intention des responsables politiques est un document court et concis qui rassemble les principales conclusions des chapitres du rapport technique et les présente sous forme de messages clés pertinents pour les politiques.

COORDONNER LES CONTRIBUTIONS DES AUTEURS ET GARANTIR LA COHÉSION ENTRE LES CHAPITRES

La cohérence entre les chapitres nécessite un travail de concertation. Il est particulièrement important de consacrer du temps et des efforts à cette fin tout au long du processus d'évaluation.

Confronté à la lourde tâche de coordonner le travail de 106 auteurs chargés de rédiger des sections spécifiques du rapport, le groupe d'appui technique de la Colombie a dû gérer les différences de styles d'écriture et de formats, et ce, malgré le fait qu'un document d'orientation traitant de ces questions ait été distribué aux auteurs, aux réviseurs et aux coprésidents. Avec le recul, le groupe d'appui technique aurait dû axer ses efforts sur la facilitation du dialogue avec les auteurs, notamment en fixant des attentes claires au début du processus. Pour produire le résumé destiné aux responsables politiques, l'équipe pays a créé un groupe de travail composé de 13 participants. Ces derniers se sont appuyés sur les principales conclusions du rapport final, résumées en quatre messages clés. Le Viet Nam a relevé le défi de la cohésion en organisant des réunions techniques hebdomadaires pour les auteurs en vue de discuter de l'évolution de leurs chapitres respectifs, de partager des informations et d'éviter les chevauchements. Conscient de la nécessité de renforcer la collaboration entre les auteurs des différents chapitres, le Cambodge a encouragé ces derniers à donner leur avis sur les chapitres rédigés par leurs homologues et a organisé des réunions spécifiques en vue de discuter du contenu et de veiller à la cohérence de l'ensemble du rapport d'évaluation. Au Cameroun, les coprésidents ont joué un rôle actif en ce sens, en révisant les chapitres avant de les envoyer pour examen au comité de pilotage. La Bosnie-Herzégovine s'est attaquée à la cohésion et aux lacunes en matière de connaissances en encourageant les auteurs à travailler sur plusieurs chapitres – une démarche coordonnée au moyen de réunions virtuelles et de communications par courriel. L'Éthiopie a procédé à un examen interne de l'avant-projet avant l'examen externe, au cours duquel les auteurs ont pu faire des commentaires et des suggestions sur l'ensemble du document.

Il est très important d'investir du temps et des efforts afin d'améliorer la communication avec les auteurs.

La Colombie a commencé par organiser trois ateliers avec les auteurs pour planifier les chapitres de l'évaluation. Cependant, après réflexion, l'équipe a réalisé qu'il fallait plus de temps pour assurer la cohérence entre les auteurs et a donc organisé des réunions mensuelles avec ces derniers en vue de rédiger la deuxième version provisoire. Avec une équipe d'auteurs dispersée à travers le pays, le Cameroun a préféré organiser des ateliers d'une semaine réunissant tous les auteurs pour travailler sur le plan d'évaluation et sur la cohésion des chapitres. Lors de ces réunions, les auteurs et le groupe d'appui technique ont partagé leurs idées, travaillé en sous-groupes, tenu des réunions plénières et se sont informés mutuellement du contenu et de l'avancement de chaque chapitre. Pour faciliter la communication entre les auteurs, des sessions de travail de 3 à 4 jours chacune ont été organisées dans l'optique de mieux coordonner le travail des auteurs principaux et des équipes d'auteurs de chaque chapitre.

La Colombie et le Cameroun ont tous deux attiré l'attention sur l'importance de ces sessions de collaboration pour la réalisation d'un rapport d'évaluation cohérent et pour travailler plus efficacement sur les tâches à accomplir. Le Cameroun a également souligné la nécessité de faire preuve de patience en ce qui concerne les relations avec les auteurs et de mettre en évidence les avantages possibles pour ces derniers, au-delà du gain monétaire, afin de tirer le meilleur parti de leur participation. De son côté, le Cambodge s'est efforcé de soutenir la communication entre les équipes d'auteurs et d'assurer la cohérence du rapport en rassemblant les questions des auteurs par l'intermédiaire des auteurs principaux chargés de la coordination. Les questions sont ensuite partagées avec toute l'équipe d'auteurs. Cette approche a permis à l'équipe de combler les lacunes en matière de capacités et de garantir une approche cohérente d'utilisation des données dans le rapport.

Enfin, dans leurs réponses à l'enquête, plusieurs auteurs ont souligné l'importance de mettre en place un groupe d'appui technique capable de faciliter la communication et la coordination efficace entre les auteurs et de définir une structure de travail claire sur laquelle ils pourront s'appuyer. Un répondant a également parlé de la nécessité de communiquer avec tous les auteurs travaillant sur l'évaluation, afin que chacun d'entre eux se sente suffisamment impliqué dans le processus et ne perde pas sa motivation lorsque la communication fait défaut.

PARTAGER ET UTILISER DES DONNÉES

L'identification de l'échelle temporelle, de la limite géographique et des principaux écosystèmes et domaines d'intérêt liés à la biodiversité permet de réduire la portée de la recherche de données et d'identifier une base de ressources à exploiter. Les données peuvent être recueillies à partir de la documentation accessible au public, de la documentation dite "grise", de bases de données, de rapports de projets ainsi que de plans et politiques nationaux. Elles peuvent provenir de parties prenantes et de détenteurs de connaissances. Par ailleurs, l'évaluation peut également bénéficier de connaissances sur la biodiversité provenant de divers systèmes de savoirs. L'ensemble des éléments utilisés durant l'évaluation doivent permettre de répondre aux questions stratégiques clés et présenter avec précision l'état et les tendances de la biodiversité. Ce processus favorise l'identification des lacunes en matière de données et de connaissances, ce qui permet de structurer l'évaluation de manière à utiliser efficacement les informations disponibles.

Un système permettant à la fois de traiter les données de manière logique et sécurisée et de garantir leur accessibilité à tous les auteurs doit être élaboré au début du processus d'évaluation. La Grenade a désigné un membre de l'équipe pour gérer la base de données bibliographiques, facilitant ainsi le travail des auteurs de l'évaluation. De son côté, le Cameroun a jugé utile de réunir des scientifiques et des décideurs pour les former à l'utilisation des données. Dans le cadre de ce processus, l'équipe pays a mis en œuvre des accords sur la propriété intellectuelle et établi des contrats concernant le traitement des données afin d'encourager les acteurs privés et les ministères à partager les informations dont ils disposent. Il a en outre été demandé aux auteurs de signer des accords de confidentialité pour éviter que les données ne soient transmises à des parties externes sans l'approbation du groupe d'appui technique. Cette mesure avait aussi pour objectif d'éviter que les auteurs ne publient des résultats avant le lancement du rapport technique.

En Bosnie-Herzégovine, les données étaient souvent obsolètes, incomplètes ou éparpillées entre différentes sources. Pour surmonter cette difficulté, parallèlement à l'élaboration de la version provisoire, l'équipe d'évaluation s'est efforcée d'identifier et de recenser toutes les sources d'informations. Elle a ensuite créé un référentiel de données pour la recherche grâce au logiciel Mendeley Reference Manager. Les auteurs ont en outre appris à consigner les sources de données, ce qui a permis la création d'une base de données unique pour chaque chapitre de l'évaluation. Enfin, dans le cadre de l'évaluation nationale des écosystèmes, l'équipe travaille actuellement avec les bibliothèques universitaires du pays en vue de développer une base de données unifiée.

Avant de commencer officiellement la collecte de données, il est important de réfléchir aux données qui seront nécessaires ainsi qu'aux besoins concernant leur stockage, conservation et accès. Durant l'enquête, plusieurs auteurs ont souligné les défis logistiques liés au fait de ne pas avoir un accès légal ou institutionnel à certains types de données ou à d'importantes bases de données scientifiques – notamment Web of Science et ScienceDirect, pour n'en citer que quelques-unes. Pour surmonter ce problème, un auteur a proposé de recruter des collaborateurs disposant d'un accès institutionnel aux bases de données scientifiques. Une autre option mise en avant consiste à contacter les détenteurs de données pertinentes (par exemple les universités, les bibliothèques, les archives privées, etc.) afin d'obtenir un accès aux informations dont ils disposent, avant la collecte des données. Basé à Trinité-et-Tobago, l'Institut Caraïbes des ressources naturelles est chargé de la mise en œuvre de l'évaluation de la Grenade. Afin de contourner la difficulté créée par le fait de travailler à distance, cet organisme a fait appel à des consultants pour recueillir des données auprès des ministères de la Grenade.

L'identification des institutions susceptibles de détenir des données pertinentes pour l'évaluation est un autre défi important souligné par les auteurs. Le Cameroun a adopté une approche proactive en identifiant les lacunes dans sa base de connaissances et en contactant les sources potentiellement pertinentes (par exemple, les universités, les instituts de recherche, les ONG) qui pourraient éventuellement fournir les informations nécessaires pour combler ces lacunes. En s'appuyant sur des réseaux individuels et nationaux, notamment des instituts de recherche universitaires, des ministères et d'autres contacts, l'équipe d'évaluation du Cambodge a d'abord procédé à un recensement des informations disponibles. Elle a ensuite demandé à ce que toutes les données ayant trait à la biodiversité et aux services écosystémiques leur soient transmises. Les éléments reçus ont ensuite été rassemblés dans une base de données dont l'objectif est de favoriser l'échange de connaissances entre les auteurs, et ce, afin de leur permettre d'identifier les lacunes nationales en matière de données.

RASSEMBLER UN ÉVENTAIL DE CONNAISSANCES VARIÉ

L'un des principaux objectifs d'une évaluation nationale des écosystèmes est de rassembler des informations sur la biodiversité et les services écosystémiques provenant de sources diverses. Pour se faire, le processus s'appuie sur un éventail de savoirs de différents détenteurs de connaissances. Il est donc essentiel de prendre le temps de bien planifier et de faciliter l'échange de savoirs de manière à garantir la crédibilité, la légitimité et la pertinence de l'évaluation.

Pour intégrer et consulter les détenteurs de savoirs autochtones et locaux, il est important de s'appuyer sur l'expertise d'auteurs habitués à travailler avec ces savoirs. Par exemple, le Cameroun a fait appel à des auteurs qui comprennent les valeurs multidimensionnelles que les peuples autochtones et les communautés locales accordent à la biodiversité et aux services écosystémiques. Ils ont également invité des représentants de ces communautés à prendre part à l'évaluation en tant que partenaires, en insistant bien sur la valeur de leurs savoirs. Cette mesure a motivé les membres de la communauté à contribuer aux différents chapitres, en collaboration avec les auteurs principaux chargés de la coordination. La Colombie a adopté une approche proactive similaire en proposant aux représentants des peuples autochtones et des communautés locales de participer à son évaluation aux côtés des auteurs principaux de la coordination. Leur collaboration a donné lieu à un chapitre dédié aux systèmes de savoirs autochtones et locaux. Le Cambodge s'appuie quant à lui sur l'expertise et les conseils d'un réseau d'organisations autochtones et non gouvernementales pour son évaluation. De son côté, la Grenade a désigné un "champion" administratif dont le rôle est de superviser l'intégration des savoirs autochtones et locaux à l'évaluation. En Éthiopie, l'équipe d'évaluation a fait appel à des universitaires travaillant dans les domaines de l'ethnobiologie et des savoirs autochtones et locaux.

La mise en place d'un cadre propice à réunir les parties prenantes favorise l'échange de connaissances.

Pour faciliter l'échange de connaissances, le Cameroun a organisé une réunion d'une journée avec des représentants des peuples autochtones et des communautés locales en vue de discuter de sujets ayant trait à la biodiversité et aux services écosystémiques. Cette réunion a permis de recueillir des informations qui ont ensuite été intégrées aux chapitres sous forme d'études de cas. La Colombie a organisé une série d'ateliers pour les parties prenantes locales, les ONG et les auteurs principaux chargés de la coordination. Ces ateliers ont été très productifs: ils ont non seulement permis de mettre en place un dialogue sur les savoirs autochtones et locaux, mais aussi d'identifier les auteurs prêts à partager leurs connaissances. La Grenade a développé une plateforme en ligne regroupant des données, des photos et des comptes rendus sur la biodiversité et les services écosystémiques afin de permettre à toutes les parties prenantes d'accéder aux connaissances recueillies. Les membres du groupe de travail de Bosnie-Herzégovine sur les savoirs autochtones et locaux se sont rendus dans les communautés pour organiser des discussions sur la valeur de la biodiversité et des services écosystémiques, ainsi que sur l'influence potentielle de l'évaluation nationale des écosystèmes sur les politiques impactant ces communautés.

La prise en considération des besoins des détenteurs de connaissances peut renforcer leur position et leur collaboration.

En Colombie, les auteurs principaux chargés de la coordination se sont efforcés de retranscrire et d'intégrer dans l'évaluation les contributions, généralement transmises par voies orales, des détenteurs de savoirs autochtones et locaux. Ces derniers ont ensuite eu la possibilité d'examiner et de valider les informations ainsi recueillies. Au Cambodge, les auteurs intègrent également à leur évaluation les savoirs locaux relatifs à la gestion durable des ressources. L'équipe tente par ailleurs de faciliter la communication entre les auteurs et les communautés locales en faisant intervenir des traducteurs lors de leurs échanges de connaissances. La Bosnie-Herzégovine a constaté que l'engagement des communautés locales et des personnes dépendant de la biodiversité et des services écosystémiques avait le plus d'impact en dehors des périodes de travail agricole intense. La Grenade a indiqué que l'engagement des détenteurs de connaissances de tous les groupes de parties prenantes peut être facilité en précisant que leurs contributions seront reconnues et ne seront utilisées que dans le cadre de l'évaluation nationale des écosystèmes.



LA PHASE D'APPROBATION

La phase d'approbation est une étape importante qui permet de garantir que l'évaluation nationale des écosystèmes soit à la fois légitime et pertinente pour la politique. À ce stade du processus, les parties prenantes, en particulier le gouvernement, acceptent le rapport technique et approuvent le résumé à l'intention des responsables politiques. Cette étape vise à accroître l'adhésion de ces acteurs aux résultats finaux et la probabilité que les messages clés soient utilisés pour éclairer les processus décisionnels.

SÉCURISER L'APPROBATION ET IDENTIFIER DES POINTS D'ENTRÉE DE POLITIQUES

L'obtention de l'approbation du rapport technique et du résumé à l'intention des responsables politiques se fait de manière différente dans chaque pays. Au Viet Nam, le rapport technique sera soumis pour approbation à un conseil consultatif scientifique composé de neuf experts de premier plan sur la biodiversité et les services écosystémiques. Ces derniers ont été sélectionnés pour leur expérience préalable en matière d'examen et d'approbation de rapports au niveau national. En Colombie, l'examen final et l'approbation du rapport technique et du résumé à l'intention des responsables politiques ont été effectués lors de trois réunions avec le groupe consultatif et de deux réunions avec le comité national de l'IPBES. Le lancement officiel de l'évaluation a été accompagné d'une campagne de communication impliquant des médias sociaux et de communiqués de presse. Ce lancement s'est tenu en ligne en raison des restrictions imposées par la pandémie de COVID-19, mais les résultats du rapport ont été acceptés de bonne foi par le ministère de l'Environnement et du Développement durable.



L'identification d'une variété de points d'entrée peut soutenir les changements de politique et les processus décisionnels, et ce, même après l'achèvement de l'évaluation.

La Colombie a souligné l'importance d'utiliser un langage politiquement neutre pour encourager l'utilisation des résultats de l'évaluation dans la prise de décisions. L'équipe pays a également eu des échanges avec plusieurs acteurs influents en dehors du secteur politique afin de susciter indirectement un changement de politique. Il s'agissait notamment de représentants du secteur privé impliqués dans les communautés économiques, internationales, universitaires ou agricoles. Par ailleurs, l'approche et l'identification stratégiques des points d'entrée ont encouragé l'utilisation des résultats de l'évaluation par les décideurs et ont poussé les parties prenantes du gouvernement à collaborer avec les détenteurs de connaissances. Au Viet Nam, des méthodologies d'évaluations économiques des écosystèmes sont en cours d'élaboration. Elles auront pour objectif principal d'informer les approches fondées sur le marché. En Éthiopie, la Commission nationale de développement s'est engagée à soutenir l'utilisation des résultats de l'évaluation dans tous les secteurs, alors qu'une révision du plan de développement national est en préparation.

La Bosnie-Herzégovine a noté que l'impact potentiel de l'évaluation sur la procédure de présentation de rapports à la CDB pourrait être d'accroître les échanges entre le gouvernement d'une part, et les évaluations des écosystèmes et les plateformes nationales science-politique d'autre part. L'équipe du Cameroun a identifié sa sixième procédure de présentation de rapports à la CDB comme un point d'entrée important: elle y a intégré des résultats de l'évaluation nationale des écosystèmes et a souligné la valeur de ces évaluations dans le cadre des procédures de rapportage. Tous les partenaires nationaux ont noté que la pandémie de COVID-19 avait permis de sensibiliser à l'importance de la biodiversité pour la santé humaine.



GARANTIR LA PERTINENCE DES POLITIQUES DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT

La compréhension de la manière dont l'évaluation des écosystèmes nationaux peut soutenir les priorités nationales, y compris les objectifs de développement, peut contribuer à sa pertinence.

Le Cameroun a identifié ce point comme l'une des plus grandes difficultés du processus. Les questions stratégiques clés qui étaient prioritaires au début du processus d'évaluation ont été remplacées lorsque la vision politique nationale a changé. Le groupe d'appui technique a donc ciblé les secteurs, les politiques et les plans stratégiques, tels que le programme de développement national, afin de maximiser la pertinence de l'évaluation à la lumière des nouvelles priorités nationales. L'équipe du Cameroun a souligné que la communication stratégique continue et la visibilité de l'évaluation ont permis de garantir la pertinence de l'évaluation pour les principaux décideurs et de soutenir leur collaboration tout au long du processus. En Colombie, un changement de gouvernement a aussi entraîné une réévaluation des priorités politiques: les questions qui avaient été identifiées initialement n'ont plus été considérées comme pertinentes. En conséquence, l'équipe pays a ajusté l'évaluation pour inclure les nouvelles priorités du gouvernement et a traité le changement de gouvernement comme une chance de mettre en évidence l'objectif de l'évaluation par l'intermédiaire des médias nationaux. Ce faisant, l'équipe a pris soin d'éviter tout langage ou commentaire pouvant être interprété comme politiquement connoté ou critique. La neutralité du processus d'évaluation est la clé de son adaptabilité et de son accessibilité aux gouvernements dans un contexte de priorités préétablies et de changements de politique.

Au Viet Nam, de nouveaux plans de développement économique et social ainsi que d'autres politiques nationales pertinentes sont apparus au cours du processus d'évaluation. L'équipe pays s'est donc efforcée de trouver un terrain d'entente entre les objectifs de la politique nationale et les objectifs de l'évaluation. À noter que la présence de représentants du gouvernement au sein de l'équipe d'évaluation a permis d'aligner l'évaluation sur les priorités politiques nationales.



CONCLUSION

Cette publication, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes*, a été conçue en mettant à profit les connaissances mondiales en matière d'évaluations des écosystèmes et contribue à la littérature existante. Elle s'appuie sur des initiatives telles que l' [Avenir de l'environnement mondial](#), les [Perspectives mondiales de la diversité biologique](#), l' [Évaluation des écosystèmes pour le millénaire](#), le [Sub-Global Assessment Network](#) et les évaluations réalisées par l'IPBES, entre autres. Les messages et les enseignements clés inclus dans chaque volume de cette publication ont été élaborés à partir des expériences de huit pays soutenus par la NEA Initiative de UNEP-WCMC. Ils mettent en évidence les expériences communes à chaque pays ainsi que les différences dans les approches adoptées par les équipes pays sur divers sujets pertinents tout au long du processus d'évaluation.

Destinée aux partenaires nationaux qui se lancent dans la réalisation d'évaluations nationales des écosystèmes, cette analyse ouvre la voie à un meilleur soutien et à des efforts de renforcement des capacités plus adaptés. À l'heure actuelle, des lacunes subsistent dans notre compréhension des expériences des pays et des approches mises en œuvre dans le cadre des processus d'évaluation. En diagnostiquant ces lacunes, nous serons en mesure d'identifier les domaines à approfondir lors des prochains processus d'apprentissage de ce type. Par ailleurs, une analyse sera entreprise périodiquement par la NEA Initiative en vue de recueillir des informations sur les enseignements tirés. Le prochain processus d'apprentissage sera axé sur l'utilisation des résultats de l'évaluation. Il sera mis en route une fois que les partenaires nationaux seront en mesure de fournir des informations sur la façon dont les résultats de l'évaluation sont utilisés et comment cela contribue à l'objectif principal d'une évaluation nationale des écosystèmes, à savoir la prise en considération de toute la valeur de la nature dans la prise de décisions.

REFERENCES

1. IPBES. (2018). The IPBES Guide on the Production of Assessments: Core Version. Secrétariat de l'IPBES, Bonn, Allemagne. https://ipbes.net/sites/default/files/180719_ipbes_assessment_guide_report_hi-res.pdf
2. Évaluation des écosystèmes pour le millénaire. (2005). *Aperçu de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire*. <https://www.millenniumassessment.org/en/About.html#>
3. UNEP-WCMC (2021). *Évaluations nationales des écosystèmes pour soutenir la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique*. UNEP-WCMC, Cambridge, Royaume-Uni.
4. UNEP-WCMC. (2018). COP Décision 14/1. Évaluation scientifique actualisée sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'Aichi pour la biodiversité et options pour accélérer les progrès. <https://www.cbd.int/decisions/cop/?m=cop-14>
5. Ash, N., Blanco, H., Brown, C., Garcia, K., Henrichs, T., Lucas, N., Raudsepp-Hearne, C., Simpson, R.D., Scholes, R., Tomich, T.P., Vira, B., and Zurek, M. (2010). *Ecosystems and Human Well-Being: A Manual for Assessment Practitioners*. Island Press, Washington, États-Unis. https://www.unep-wcmc.org/system/dataset_file_fields/files/000/000/109/original/EcosystemsHumanWellbeing.pdf?1398679213
6. BES-Net. (2021). *National Ecosystem Assessments*. <https://www.besnet.world/national-ecosystem-assessments>
7. Booth, H., Simpson, L., Ling, M., Mohammed, O., Brown, C., Garcia, K., and Walpole, M. (2012). *Lessons learned from carrying out ecosystem assessments: Experiences from members of the Sub-Global Assessment Network*. UNEP-WCMC, Cambridge. <http://temp.ecosystemassessments.net/resources/lessons-learned-from-carrying-out-ecosystem-assessments-experience-from-members-of-the-sub-global-assessment-network.pdf>
8. Díaz, S., Demissew, S., Joly, C., Lonsdale, W.M., Larigauderie, A. (2015). A Rosetta Stone for Nature's Benefits to People. *PLoS Biology* 13(1): e1002040. <https://doi.org/10.1371/journal.pbio.1002040>
9. Bosnie-Herzégovine. (2020). Scoping document of the project: "Assessment of the state of nature and management of natural resources in Bosnia and Herzegovina".
10. IPBES. (2019). *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*. Brondizio, E.S., Settele, J., Díaz, S., and Ngo, H.T. (eds). Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. <https://www.ipbes.net/global-assessment>
11. Bongarts, J. (2019). IPBES, 2019. *Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. *Population and Development Review*, Vol. 45. <https://doi.org/10.1111/padr.12283>
12. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. (2020). *Perspectives mondiales de la diversité biologique* 5. Montreal. <https://www.cbd.int/gbo5>
13. Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, (2021). *National Ecosystem Assessment in Support of the Implementation of the Convention on Biological Diversity: Outlining Initial Impact*. <https://www.cbd.int/doc/c/73ad/c55b/615e1f1e1882ab9807758d0e/sbstta-24-inf-18-en.pdf>
14. UNEP-WCMC. (2021). *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes : Éléments Communs. Volume I*. UNEP-WCMC, Cambridge, Royaume-Uni.

Photo Credits

Cover photos left to right

Photo by Abdurahman Iseini on Unsplash

Photo by Casey Horner on Unsplash

Photo by Daniele Levis Pelusi on Unsplash

P4-5 AdobeStock

P6 Photo by Văn Long Bùi from Pexels

P8-9 Photo by Petar Ubiparip from Pixabay

P10 Photo by Mostafa Meraji from Pixabay

P12-13 Photo by Quang Nguyen Vinh from Pexels

P14 AdobeStock

P19 Photo by Kenrick Baksh from Pexels

P21 Photo by Kamizzle from Pexels

P25 Photo by Edouard TAMBA on Unsplash



La NEA Initiative, hébergée par UNEP-WCMC, contribue à l'avènement d'un monde dans lequel chaque pays est en mesure d'évaluer l'état de sa biodiversité et d'identifier ses facteurs de changement, et où chaque gouvernement a le pouvoir de transformer les politiques nationales en la matière de façon à tenir compte des populations et de la nature. Elle renforce les capacités, fournit un soutien et favorise l'échange de connaissances grâce à une équipe hautement qualifiée, multiculturelle et interdisciplinaire de praticiens et de partenaires. Notre approche s'adapte aux besoins des pays, et a permis de créer une communauté de pratique sur les cinq continents.

Depuis 2017, la NEA Initiative a travaillé avec 14 pays pour réaliser ou élargir leurs évaluations nationales des écosystèmes. Notre appui est fourni en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), par l'intermédiaire du Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net). Avec ce travail, la NEA Initiative soutient le programme de travail glissant jusqu'en 2030 de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et son Plan glissant de renforcement des capacités.

La NEA Initiative a bénéficié du soutien financier de l'Initiative internationale sur le climat du ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sûreté nucléaire de la République fédérale d'Allemagne. Le soutien à l'élaboration de ce guide a été fourni par le Fonds du Japon pour la biodiversité par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. Enfin, un soutien supplémentaire a été apporté par l'Agence norvégienne pour l'environnement (Norwegian Environment Agency) et par SwedBio au Centre de résilience de Stockholm.

Soutenu par:



Federal Ministry
for the Environment, Nature Conservation
and Nuclear Safety

En partenariat avec:

